DIAL 3219

# AMÉRIQUE DU SUD - Le Venezuela dans le Mercosur : une nouvelle alliance stratégique

Raúl Zibechi

vendredi 7 décembre 2012, mis en ligne par Dial, Raúl Zibechi

*Les deux derniers textes de ce numéro sont consacrés à des questions géopolitiques et ont tous les deux été rédigés par Raúl Zibechi pour le Programme des Amériques. Le texte ci-dessous, publié le 14 août 2012, analyse l'impact sur les équilibres régionaux de l'entrée du Venezuela dans le Mercosur. L'auteur est analyste international pour l'hebdomadaire uruguayen* Brecha. *Il enseigne aussi et conduit des recherches sur les mouvements sociaux à la Multiversité franciscaine d'Amérique latine.*

---

Les lectures de l'entrée du Venezuela dans le Mercosur se sont centrées sur les aspects économiques et commerciaux, mais pour l'essentiel c'est une question géopolitique et géoénergétique. La région se transforme en une puissance, dans les domaines de l'alimentaire et des hydrocarbures, qui vise les Caraïbes.

Le 31 juillet, quand fut décidée à Brasilia l'entrée du Venezuela dans le Mercosur, les présidentes Dilma Rousseff et Cristina Fernández ont souligné l'importance du nouveau Mercosur dans le cadre de la crise mondiale, importance qui se résume en la naissance d'un « nouveau pôle de pouvoir ».

Durant la réunion à Brasilia, Chávez et Fernández ont signé une déclaration conjointe qui s'oriente vers l'incorporation de l'entreprise renationalisée YPF [1] à la Bande pétrolifère de l'Orénoque et celle de PDVSA aux projets d'exploitation de pétrole et de gaz de schiste dans le sud de l'Argentine. L'accord prévoit l'élaboration d'un portefeuille commun de projets dans le domaine pétrochimique qui incluront les transferts de technologie.

Mais l'impact du premier élargissement du bloc va beaucoup plus loin, surtout pour le Brésil qui fut son véritable promoteur. De l'avis de l'ambassadeur Antonio José Ferreira Simões, l'entrée du Venezuela « modifie de manière significative le poids international du Mercosur » [2].

D'abord parce que, à l'un des principaux producteurs de produits alimentaires au monde s'ajoute désormais un énorme potentiel énergétique qui se résume ainsi : le Venezuela possède les plus grandes réserves connues de pétrole au monde, le Brésil bénéficie des plus grandes découvertes sur sa plateforme maritime et l'Argentine dispose d'importants gisements récemment confirmés. À tout cela il faut ajouter l'immense potentiel hydrique de l'Amazonie et de l'aquifère guarani.

« Le Mercosur cesse d'être un projet centré sur le Cône Sud et augmente sa capacité de rayonnement vers les Caraïbes et l'Amérique centrale », souligne Ferreira Simões. Mais aussi il renforce sa dimension amazonienne et ouvre une « perspective de développement de la région nord du Brésil » [3].

Tout ce qui précède implique un tournant géopolitique aux dimensions considérables. Un bloc qui ne regarde plus seulement vers l'Atlantique Sud mais qui vise les Caraïbes et l'Amérique centrale et pointe

son nez dans la plus vieille, la plus exclusive et la plus importante zone d'influence des États- Unis, celle-là même qui fut le tremplin de son hégémonie globale.

Ce n'est pas une démarche quelconque ni une décision improvisée. C'est, pour l'essentiel, une réponse géostratégique au repositionnement de Washington dans la région.

## Répondre à l'empire

Un long article de Samuel Pinheiro Guimarães, le plus influent ambassadeur d'Itamaraty [4], intitulé « États-Unis, Venezuela et Paraguay » [5], expose le noyau de la vision brésilienne du monde actuel. Il signale que l'objectif stratégique central des États-Unis consiste à « incorporer tous les pays de la région à leur économie », ce qui suppose « un alignement politique des pays les plus faibles sur les États-Unis dans les négociations et dans les crises internationales ».

En ce moment, les États-Unis chercheraient à incorporer le Brésil et l'Argentine à leur zone d'influence, vu qu'il s'agit des « deux principales économies industrielles d'Amérique du Sud ». Pour ce qui est du Venezuela, Pinheiro Guimarães soutient que l'élection de Chávez en 1998 a conduit à réorienter le pays vers l'Amérique du Sud, à diversifier son économie et ses exportations y compris vers la Chine, à construire des infrastructures, toutes choses qui l'amenèrent à rompre avec sa traditionnelle dépendance à l'égard de Washington.

Cette décision du Venezuela « frappa de plein fouet l'objectif stratégique de la politique extérieure nord-américaine qui consiste à garantir l'accès à des sources d'énergie proches et sûres ». C'est pourquoi Chávez commença à être diabolisé par la Maison blanche et les médias de même tendance.

Le plus intéressant, cependant, ce sont les quatre conséquences que Pinheiro Guimarães attribue à l'entrée du Venezuela dans le Mercosur :

« Entraver l'éloignement du président Chávez au moyen d'un coup d'État ; empêcher l'éventuelle réincorporation du Venezuela et de son énorme potentiel économique et énergétique à l'économie nord-américaine ; fortifier le Mercosur et le rendre plus attractif pour l'adhésion des autres pays d'Amérique du Sud ; gêner le projet permanent des États-Unis de création d'une zone de libre échange en Amérique latine, à l'heure actuelle par l'éventuelle "fusion" des accords bilatéraux de libre-échange, de laquelle l'accord de l'Alliance du Pacifique est un exemple ».

Il faut seulement ajouter que le paragraphe précédent a été écrit par l'une des personnalités les plus influentes du Brésil, un fonctionnaire de carrière du ministère des relations extérieures, ex-ministre des affaires stratégiques durant le gouvernement Lula, membre du Centre d'études stratégiques de l'École supérieure de guerre, rédacteur du projet *Brésil 2022* et inspirateur, entre autres, de la Stratégie nationale de défense.

## Inconnues à éclairer

Ce tournant ne devrait pas être interprété comme quelque chose de définitif, mais presque comme un coup de plus sur l'échiquier régional. Les médias conservateurs ont fortement critiqué l'entrée du Venezuela avec des arguments tant politiques qu'économiques.

« Le protectionnisme croissant des économies leaders du bloc et leur posture politique l'ont réduit à l'ombre de lui-même », se plaint un rapport de l'agence Reuters, qui affirme que le Mercosur « est devenu un club politique de leaders de gauche qui ambitionnent l'unité latino-américaine » [6].

Chaque partie avance ses pions. Cinq membres du Congrès des États-Unis sont arrivés à Asunción le lundi 6 août pour se rendre à Ciudad del Este, sur la Triple Frontière, avec l'objectif de « mieux comprendre les défis du crime transnational qu'affronte l'hémisphère occidental », d'après un communiqué de l'ambassade des États-Unis [7].

La diplomatie brésilienne contre-attaque en brandissant les avantages qu'obtiendra le Paraguay avec l'entrée du Venezuela dans le Mercosur, à qui il pourra vendre des aliments et des céréales, vu que le pays de Chávez importe 70% des aliments qu'il consomme.

L'analyse de l'ambassadeur Ferreira Simões sur les accords de libre-échange mérite une mention à part, car y est fait l'hypothèse que le Paraguay pourrait en venir à signer un accord de libre-échange avec les États-Unis. « Les études du BID et de la CEPAL démontrent que ces accords ont un impact nul sur le PIB et la distribution des revenus » [8]. Depuis que le Chili a signé un accord de libre-échange, ses exportations ont bien augmenté de 15% mais ses importations en provenance des États-Unis se sont accrues de 200%. De plus, ajoute-t-il, l'éventail des exportations s'est replié : « Le cuivre est passé de 56% du total exporté en 2006 à 74% en 2009. Ces données prouvent que les accords de libre-échange peuvent ne pas être aussi bénéfiques qu'on le dit ».

L'ex-ministre des relations extérieures et actuel ministre de la défense, Celso Amorim, a fait référence à l'autre tabou qui semble planer sur la région, l'installation d'une base militaire du Pentagone au Paraguay : « Ce serait une chose tellement déplacée qu'elle aboutirait à l'isolement à long terme du Paraguay et je crois que cela n'en vaut pas la peine. Je ne crois pas que cela arrivera » [9].

## L'alliance stratégique Brésil-Venezuela

Le coup d'État contre le président du Paraguay Fernando Lugo, le 22 juin, a mis en évidence que les relations entre le Brésil et le Venezuela ont acquis un degré de solidité impensable quelques années auparavant et qu'elles intègrent tous les plans : depuis l'intégration énergétique jusqu'à la production, avec une attention spéciale aux ressources du sous-sol. Pour les stratèges brésiliens, il s'agit du débouché vers les Caraïbes de la puissance émergente.

Quand Lula est arrivé au gouvernement en 2003, il s'est produit un saut qualitatif dans les relations bilatérales. En 2005 fut définie l'Alliance stratégique Brésil-Venezuela et en 2007 ont commencé les rencontres présidentielles trimestrielles – quelque chose d'inédit qui montre la profondeur de l'alliance – lesquelles se sont prolongées jusqu'en 2010 pour approfondir une alliance qui inclut l'intégration des infrastructures et la complémentarité productive.

L'un des principaux résultats est une forte augmentation du commerce. De 800 millions de dollars échangés en 2003, on est passé à 5 milliards en 2011. La nouveauté est que les deux pays ont resserré les liens institutionnels avec des cabinets-conseils en politiques publiques et des cours de formation impliquant l'installation du prestigieux centre de réflexion et de recherche IPEA (Institut de recherches économiques appliquées) et d'Embrapa (entreprise nationale brésilienne de recherche agropastorale) à Caracas.

Peut-être l'une des décisions de plus grande envergure stratégique a été celle de remplacer un des axes d'intégration de l'Initiative pour l'intégration de l'infrastructure de la région sud-américaine (IIRSA), l'axe Bouclier guyanais, par l'axe Amazonie-Orénoque où l'on met en œuvre des projets de « développement intégral » qui sont « le paradigme brésilien de coopération Sud-Sud », comme le note l'IPEA [10].

Parmi les actions définies figurent l'intégration du système de transport terrestre, fluvial et aérien, l'intégration énergétique électrique et la possible construction, jusqu'alors ajournée, du Gazoduc du Sud pour relier entre eux Venezuela, Brésil et Argentine.

À moyen terme, l'objectif consiste à établir l'interconnexion des bassins de l'Amazone et de l'Orénoque et la formation d'un « espace économique commun » dans le Nord du Brésil et le Sud du Venezuela, un espace « d'importance géostratégique » [11].

L'analyse souligne « la quantité et la qualité » des ressources que possède la région, parmi lesquelles la biodiversité, les bassins hydrographiques, l'énergie et le minerai de fer, « entre autres » ; si bien que la région « éveille des intérêts divers et se trouve confrontée à une croissante complexité d'acteurs ».

L'analyse du centre de réflexion et de planification de Brasilia note que l'axe Amazonie-Orénoque « crée une nouvelle frontière de rapprochement du Brésil avec les pays du bassin des Caraïbes dans un contexte où la politique extérieure pour l'intégration régionale étend son terrain d'action depuis l'Amérique du Sud vers d'autres régions d'Amérique latine et des Caraïbes » [12].

La « nouvelle frontière » apparaît liée à la création de la Communauté d'États latino-américains et caribéens, lancée par le Brésil à la même période.

## Le rôle des ressources naturelles

Dans un langage indirect, les stratèges brésiliens insinuent les raisons de fond de cette alliance. Le Venezuela est la première réserve de pétrole du monde, la troisième en bauxite, la quatrième en or, la sixième en gaz naturel et la dixième réserve de fer. Dans l'État brésilien de Roraima, frontalier du Venezuela, se trouvent les plus grandes réserves d'or, de niobium et d'étain du monde, ainsi que des gisements de thorium, cobalt, molybdène, diamants et titane [13].

Le plus important, et le non dit, est que cette région abrite les plus grands gisements d'uranium au monde, répartis sur le Brésil, le Venezuela et la Guyane Esequiba, zone que se disputent depuis 1996 le Venezuela et la République coopérative de Guyane, ex-Guyane Britannique. Depuis 2009, des entreprises canadiennes exploitent des gisements d'uranium dans cette région, ce qui n'est vu d'un bon œil ni par Caracas ni par Brasilia.

L'alliance stratégique tissée sous le gouvernement de Lula cherche à donner une plus grande densité économique, démographique et politique à l'une des zones de la plus haute importance géostratégique du continent. Il s'agit d'une alliance intégrale, qui débute par l'intégration productive en agro-industrie, dans la construction civile, les minéraux et la mécanique des métaux, qui passe par la coopération entre les zones franches de Manaus et Puerto Ordaz, et s'étend jusqu'à l'infrastructure et la formation des cadres.

Pour les deux pays, « occuper » la zone frontalière est une réponse au Plan Colombie (c'est-à-dire le Commando Sud) dont la zone d'expansion « naturelle » est précisément l'Amazonie et particulièrement le bassin des fleuves Orénoque et Amazone, en plus de la région andine.

Une bonne partie des relations économiques avec le Venezuela s'appuie sur les multinationales brésiliennes de la construction, comme Oderbrecht, qui réalisent d'importants travaux en pays bolivarien. C'est l'un des talons d'Achille de « l'alliance stratégique », qui contraste vivement avec le type de coopération que réalise la Chine, laquelle encourage la création d'entreprises étatiques sino-vénézuéliennes avec transfert de technologie et la création d'équipes de gestion et de techniciens qui bénéficient au pays.

Les relations entre le Brésil et le Venezuela ont gagné en profondeur en 2011. Le 6 juin, Dilma Rousseff a reçu le président Hugo Chávez et a réaffirmé l'alliance stratégique entre le Brésil et le Venezuela. Après avoir signé des accords pour approfondir la coopération dans des domaines comme le pétrole, la science et la technologie, Rousseff a déclaré que l'alliance entre Petrobras et PDVSA (toutes deux entreprises pétrolières d'État) se poursuivrait.

Après le pétrole, la priorité est fixée sur la zone frontalière, qui, de l'avis de la présidente, « mérite une politique et des initiatives d'interconnexion de nos systèmes, en ce qui concerne l'électricité, la télévision, le réseau routier, et d'intégration des chaînes de production » [14].

Le Brésil contribue à promouvoir le développement industriel du Venezuela pour que diminue la dépendance de celui-ci vis-à-vis des exportations pétrolières et des importations, à 70%, des aliments qu'il consomme, ainsi que de la majeure partie des produits manufacturés, grâce à l'articulation des chaînes de production des deux pays [15].

L'IPEA souligne l'intérêt pour le Venezuela d'être fournisseur de matières premières industrielles destinées au Brésil du Nord, de façon à ce que se créent progressivement des chaînes industrielles

complémentaires dans la zone frontalière, dans des secteurs comme la mécanique des métaux, l'agro-industrie et le verre. On cherche à amplifier la production de coke dans la Bande pétrolifère de l'Orénoque, produit que le Brésil importe en grandes quantités, ainsi que l'exportation de fertilisants dont l'agro-industrie brésilienne a besoin.

## Mauvaise humeur impériale

L'alliance avec le Brésil, axe de l'intégration dans le Mercosur, jouera un rôle décisif dans la consolidation du processus bolivarien, au-delà de ce qui se passera avec le gouvernement d'Hugo Chávez, comme le note Pinheiro Guimarães. Une réalité qui fait partie des tournants qui se produisent en ce moment en Amérique du Sud. À l'heure actuelle, la mauvaise humeur de Washington semble se focaliser sur le rôle important de la Chine au Venezuela.

Un article de *The Miami Herald*, du 9 juillet dernier, affirme qu'Hugo Chávez est en train de sacrifier la souveraineté du pays par son alliance économique avec la Chine. Evan Ellis, professeur du Centre d'études hémisphériques de défense, associé au Pentagone, déclare que les véritables maîtres de PDVSA sont les banques chinoises, dont la présence dans le pays pose question, comme si auparavant n'avait pas existé une pesante dépendance vis-à-vis des États-Unis.

Ce qui gêne, semble-t-il, c'est que quelques-uns des secteurs concédés à la Chine appartenaient à des entreprises étrangères poussées à quitter le pays par le gouvernement. Une grande partie des prêts sont établis comme des ventes à venir de brut à des conditions très favorables pour le pays asiatique. Les fonds ont commencé à être assignés à des projets spécifiques, parmi lesquels certains sont actuellement exécutés par des corporations chinoises, ce qui constituerait un double bénéfice pour la Chine.

Mais le plus impressionnant dans l'analyse d'Evans, c'est comment il voit la présence chinoise dans la région, même si pour l'instant il la cantonne au Venezuela : « À l'ère de la mondialisation, avoir comme conseillers des banquiers chinois, c'est l'équivalent d'avoir des conseillers militaires de l'Union soviétique à Cuba et au Nicaragua durant la Guerre froide » [16].

---

**– Dial – Diffusion de l'information sur l'Amérique latine – D 3219.**
**–** Traduction de Sylvette Liens pour Dial.
**–** Source (espagnol) : Programa de las Américas, 14 août 2012.

En cas de reproduction, mentionner au moins l'auteur, la traductrice, la source française (Dial - www.dial-infos.org) et l'adresse internet de l'article.

---

### Notes

[1] Yacimientos Petrolíferos Fiscales est une entreprise argentine – note DIAL.

[2] Carta Maior, 5 août 2012. Ferreira Simões est sous-secrétaire général pour l'Amérique du Sud, l'Amérique centrale et les Caraïbes au ministère des relations extérieures brésilien.

[3] *Idem*.

[4] Le ministère des relations extérieures – NdT.

[5] Carta Maior, 13 juillet 2012.

[6] Reuters, 30 juillet 2012.

[7] *Diario ABC*, Asunción, 6 août 2012.

[8] Carta Maior, 5 août 2012.

[9] Agencia Estado, 9 juillet 2012.

[10] IPEA, « L'intégration d'infrastructures Brésil-Venezuela : L'IIRSA et l'axe Amazonie-Orénoque », Brasilia, 11 mai 2011.

[11] *Idem*.

[12] *Idem*.

[13] « Inventaire minéral du bouclier géologique de Roraima », ministère des mines et de l'énergie, Brasilia, 2003.

[14] Agencia Brasil, 6 juin 2011.

[15] IPEA, « Région Nord du Brésil et Sud du Venezuela : effort binational pour l'intégration des chaînes de production », Brasilia, mai 2011.

[16] *The Miami Herald*, 9 juin 2012.